



Contre la peur, la solidarité

26 novembre 2015

Les attaques terroristes du 13 novembre dernier ont causé de très nombreuses victimes. Elles constituent une tragédie effroyable.

Notre compassion et notre solidarité vont à toutes les personnes touchées par ce drame, aux familles des victimes et à tous leurs proches.

Des milliers de personnes se sont réunis à Nantes vendredi et samedi dernier pour rendre hommage aux victimes et affirmer que la peur ne gagnera pas. Nous en étions.

Ces attentats s'inscrivent dans la suite des attaques de janvier dernier contre Charlie Hebdo et l'hypercashier, contre le musée du Bardo et la plage de Sousse en Tunisie. Elles font écho aux tragédies que vit le Moyen-Orient (Liban, Syrie, Irak, Turquie, Palestine...).

Les groupes terroristes responsables de ces actes sont inspirés et organisés par Daech. Cette organisation animée par une idéologie totalitaire prétend se revendiquer de la religion pour enclencher une véritable guerre entre les peuples.

Ces groupes politiques fanatisés ont trouvé un terrain favorable pour se développer en Irak et en Syrie, avec la guerre meurtrière menée contre son propre peuple par Bachar El Assad, et par les conséquences terribles de l'intervention américaine en Irak. Ils trouvent un écho parmi des personnes désespérées qui se font embrigader dans une logique mortifère.

Nous sommes face à un défi.

Les réponses ne sont pas à chercher dans une surenchère sécuritaire ou dans la remise en cause des libertés publiques, comme c'est le cas avec l'interdiction des rassemblements citoyens contre le réchauffement climatique à l'occasion de la COP21.

Bien sûr des mesures sont nécessaires pour assurer la sécurité et le bien-être des populations. Et cela passe en tout premier lieu par le maintien et le développement des services publics.

Non à l'état d'urgence

L'état d'urgence vise à empêcher tous les rassemblements et toutes manifestations associatives, syndicales et politiques. Il donne aussi de très larges pouvoirs à la police hors du contrôle de la Justice. Il ne permet en rien de mieux lutter contre les actes terroristes. Nous le refusons. Plus que jamais, Ensemble ! appelle à refuser et à combattre tous les amalgames, et toutes les réactions racistes, islamophobes ou antisémites que ces actes visent à alimenter.

Nous appelons, au contraire, à soutenir les peuples de Syrie, d'Irak, du Liban, de Palestine, de Turquie et le peuple kurde qui n'aspirent qu'à la paix, par la défense de leurs libertés et droits démocratiques. Ce n'est pas la peur qui doit prévaloir mais la mobilisation citoyenne.

Nous appelons à un rassemblement unitaire et populaire pour la solidarité, l'accueil des migrant.e.s et réfugié.e.s, l'égalité, la justice sociale et la démocratie.

Pour la liberté de manifester

Sous le prétexte de l'état d'urgence, les préfets interdisent les manifestations, notamment celles prévues les 28 et 29 novembre pour l'urgence climatique. Dans le même temps, il permet les manifestations commerciales ou sportives, qui peuvent présenter tout autant de risques potentiels.

A Nantes, la Préfecture se permet même d'interdire un rassemblement prévu le 28 novembre sur le climat. Il s'agit là d'une atteinte à une liberté fondamentale, le droit de manifester.

Le Gouvernement utilise ainsi les inquiétudes des citoyens après les attentats et leur droit à la sécurité pour réduire les possibilités de critiquer sa politique. Demain interdiront-ils les manifestations de salariés défendant leur emploi ? C'est inadmissible.

Ensemble ! appelle toutes les organisations qui veulent défendre les libertés démocratiques à se rassembler pour faire échec à l'offensive en cours contre nos libertés, dont celle de manifester. Nous ne céderons pas !

Invitation

Le mardi 8 décembre prochain à 20h, à la maison des syndicats de Nantes, Ensemble ! a invité Alberto Serrano, de l'organisation espagnole **PODEMOS**. A la veille des élections générales du 20 décembre prochain, le représentant de **PODEMOS** fera le point sur les possibilités et les espoirs d'en finir avec le gouvernement de droite qui, à l'image des dirigeants européens, conduit une politique d'austérité d'une rare violence. Nous vous y invitons.